

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	9
AVERTISSEMENT	11
PRÉFACE	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	17
Les idées reçues sur l'article 16 de la Déclaration de 1789 et l'histoire de la notion de constitution	19
L'article 16, définition « révolutionnaire » de la notion de constitution	19
L'article 16, consécration du constitutionnalisme libéral	24
L'article 16, expression d'un individualisme libéral	29
L'article 16, définition d'une « bonne » constitution	31
Une lecture renouvelée de l'article 16 de la Déclaration de 1789 et de l'histoire de la notion de constitution	32
Par une attention particulière portée à cette disposition	34
Par une attention particulière portée à la notion de constitution	37
Par un nouveau cadre méthodologique	44
Par un cadre temporel étendu	51
Par la mobilisation de nouvelles sources	54
Sources du xvii ^e siècle et du xviii ^e siècle jusqu'à la Révolution	58
Sources de la Révolution	62
Sources de la Contre-révolution, de la Restauration et de la Monarchie de Juillet	69

Sources de la Troisième, Quatrième et Cinquième Républiques	70
Plan	71

PREMIÈRE PARTIE

L'ORIGINE DE L'ARTICLE 16

L'INVENTION DE LA CONSTITUTION
AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

INTRODUCTION À LA PREMIÈRE PARTIE	77
---	----

LA CONSTITUTION, UNE CRÉATION DES PHILOSOPHES
JUSNATURALISTES ET CONTRACTUALISTES

reprise par les institutions de l'Ancien Régime	79
---	----

La constitution, une invention des philosophes jusnaturalistes et contractualistes (XVII ^e et XVIII ^e siècles)	81
---	----

La notion de constitution et ses évolutions aux XVII ^e et XVIII ^e siècles	82
--	----

Les précédents sémantiques du concept de constitution : l'idée de limitation et de réglementation du pouvoir politique	82
--	----

La notion de constitution, un vocable polysémique et évolutif	102
--	-----

Le rôle du colinguisme dans l'évolution de la signification du mot constitution	111
--	-----

L'origine contractuelle de la société et du pouvoir politique	123
--	-----

Aristote et Cicéron : société naturelle et ordre justice . . .	127
--	-----

Le pouvoir institué par la communauté politique	132
---	-----

Un pouvoir politique constitué par les pères fondateurs et limité par leur volonté	134
---	-----

Le pacte de sujétion, acte juridique contraignant	137
---	-----

La société artificielle et contractuelle	141
--	-----

La distinction de la société et du gouvernement	149
---	-----

La théorisation de la constitution comme réglementation du pouvoir politique par la volonté de la société	157
Le pouvoir constituant, pouvoir de la société :	
la distinction des pouvoirs constituant et législatif	157
La constitution du pouvoir :	
concentration, réglementation ou distribution	165
La distinction des fonctions de législation et d'exécution :	
deux modèles de séparation des pouvoirs	175
La double constitution, naturelle et positive	179
Constitutions et révolutions :	
restauration ou innovation?	186
La théorie du retour aux origines	186
La révolution-restauration	189
L'établissement d'un nouvel ordre politique à la suite de la dissolution du gouvernement (révolution-innovation)	190
Le droit de changer de constitution (révolution-innovation)	194
La diffusion de la définition contractualiste et jusnaturaliste de la notion de constitution	197
Parlementaires, royalistes et physiocrates. Trois visions des relations entre droit naturel et constitution (1748-1775)	200
La définition parlementaire : une constitution de la monarchie limitant le pouvoir royal	201
La théorisation de la constitution de la monarchie	202
La constitution, arme des parlements	219
La reconnaissance de la double constitution, naturelle et positive, par les théoriciens parlementaires et royalistes	229
Entre droit naturel et récit historique :	
le syncrétisme du constitutionnalisme parlementaire	230
Entre jusnaturalisme et absolutisme :	
la (re)définition royaliste de la constitution	238
Une France sans constitution : Mably et les physiocrates	244
La déconstruction de la constitution historique	246

La constitution naturelle de la société des physiocrates . . .	248
La nation n'a pas de constitution :	
une condamnation des physiocrates	254
Conclusion du premier chapitre	265
LA CONCURRENCE DES DÉFINITIONS DE LA CONSTITUTION	
AU COURS DE LA PRÉRÉVOLUTION (1787-1788)	271
Constitution, droit naturel et nation.	
Outils du démantèlement de la monarchie par les institutions	
de l'Ancien Régime (février 1787-juillet 1788)	275
Les définitions royales de la constitution :	
entre raison, tradition et régénération	277
Le Roi des physiocrates : constitution et raison	277
Le Roi des privilégiés : constitution traditionnelle	
et constitution de la nation	293
Le Roi des royalistes : une constitution absolutiste	
opposée aux parlementaires	299
Le Roi de la nation et du droit naturel	307
Le Roi de la régénération :	
rétablissement de la <i>curia regis</i>	
et compétence fiscale des États-généraux	309
La radicalisation progressive des privilégiés	318
Une constitution, fondée sur la raison, à défendre	319
La radicalisation des parlements et la rénovation	
de leur appareil idéologique face aux réformes fiscales,	
lits de justice et lettres de cachet	325
Faire de la constitution le nouveau parti :	
le plan de révolution de Brissot	338
L'intensification et la généralisation	
de l'emploi de la rhétorique constitutionnelle	
et de la révolte à la suite de la réforme Lamoignon	351
Le schisme au sein du constitutionnalisme libéral.	
Le mythe de la constitution antique et la définition	
de la constitution patriote (juillet 1788-décembre 1788)	364
Un schisme constitutionnel provoqué	
par les ministres du Roi	368

L'emploi royal de la notion de constitution en vue de diviser les libéraux	368
L'ouverture du débat sur la définition de la constitution par le Roi	371
L'invention de la constitution antique par les privilégiés	374
La réaction conservatrice du Parlement de Paris	375
L'adoption d'une conception conservatrice de la notion de constitution par la majorité de la seconde Assemblée des Notables	378
La réclamation de la constitution antique dans un manifeste conservateur : le mémoire des princes du sang	390
Le Dauphiné et la Bretagne : deux exemples de débats provinciaux sur la notion de constitution	391
Un contre-modèle dauphinois : le premier processus constituant libéral	392
La défense d'une conception conservatrice de la constitution par la Noblesse de Bretagne	404
La campagne des pamphlets : naissance du parti patriote et rejet de la constitution conservatrice	404
Le refus de la constitution conservatrice : la France n'a pas de constitution	406
Le refus de l'histoire comme source de droit : l'invocation de la raison, du droit naturel et des droits de l'homme	411
Le refus de la séparation des Ordres : la redéfinition de la nation et de son rôle	415
Le refus des corps intermédiaires : critique virulente des parlements et des privilèges des Ordres et des provinces	423
Une nouvelle conception de la distribution du pouvoir	426
Conclusion du deuxième chapitre	438
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	443
TRANSITION	453

DEUXIÈME PARTIE
L'ADOPTION DE L'ARTICLE 16
LA CONSÉCRATION
DE LA CONCEPTION PATRIOTE
DE LA CONSTITUTION

INTRODUCTION À LA DEUXIÈME PARTIE	457
LA VICTOIRE DU CONSTITUTIONNALISME PATRIOTE	461
La campagne des pamphlets.	
La définition patriote de la constitution	462
Fondement, origine et objet de la constitution :	
droits de l'homme, nation	
et distinction des fonctions étatiques	463
Les caractéristiques de la constitution :	
uniformité, stabilité et précision : une réglementation	
pour garantir les droits de l'homme	479
Les derniers affrontements des patriotes, des royalistes	
et des privilégiés sur la constitution (mai-juin 1789)	484
L'expression d'idéologies constitutionnelles incompatibles	
par les partis patriote, royaliste et conservateur	484
L'ouverture des États-généraux par le Roi :	
neutralité et conservatisme royalistes	485
La tentative de défense	
de la constitution conservatrice par la Noblesse	491
La radicalisation progressive du Tiers-État	
conduisant à la constitution en Assemblée nationale	
en vue d'établir une constitution	505
La victoire des patriotes (20-27 juin 1789)	522
L'ambivalence de la séance royale entre rétablissement	
de l'autorité royale et reconnaissance	
de la constitution antique	523
La défaite du Roi et des conservateurs	530

La consécration juridique de la double constitution	535
La soumission du constituant au droit naturel	535
La reconnaissance par l'ensemble des patriotes de la nécessité de fonder la constitution sur les droits de l'homme	536
Les résistances des modérés face à la Déclaration des droits	538
L'échec des résistances modérées et conservatrices	542
La Déclaration, consécration juridique de la constitution naturelle	547
Les précédents anglais et américains et leurs limites	548
La déconstitution de l'ordre traditionnel ou le rejet de monarchie de Montesquieu	553
L'objet de la déclaration : codifier la constitution naturelle	563
Une déclaration protectrice, mais fragile	570
La déclaration, instrument de protection des droits et garantie de la stabilité du bon ordre politique	572
La suprématie du droit naturel consacrée par la Déclaration	578
Une sanction incertaine : quelle garantie pour la Déclaration ?	581
Conclusion du troisième chapitre	587
LA CONSÉCRATION JURIDIQUE D'UNE CONCEPTION PATRIOTE DE LA CONSTITUTION	591
Société, garantie des droits, séparation des pouvoirs et constitution. Des notions interdépendantes et débattues chez les patriotes	592
L'exigence de garantie des droits, un principe consensuel au sein des patriotes	592
La garantie des droits, but de la société et du gouvernement	593
Le droit à la garantie des droits	597

Les conditions minimales d'une garantie des droits effective :	
loi, force publique et constitution	599
Le débat sur la notion de constitution	
au sein des patriotes	606
La définition de la notion de constitution, un enjeu politique	607
Le caractère controversé de l'origine contractuelle du pouvoir politique	619
Les diverses conceptions de la souveraineté constituante de la nation	622
La définition normative de la constitution dans les déclarations	636
Les différentes conceptions patriotes	
de la séparation des pouvoirs	646
L'accord des patriotes sur le principe de distinction et de hiérarchisation des fonctions étatiques	648
Les divergences sur les prérogatives royales et le contrôle de l'exécutif	670
Les divergences sur la monopolisation de la fonction législative par l'Assemblée	706
Le compromis sur la notion de constitution	
dans la Déclaration	713
La recherche d'un consensus au sein des patriotes dans la Déclaration	714
Le choix d'un projet modéré de déclaration pour engager la discussion	714
Le silence de la Déclaration sur les éléments controversés	719
Une définition normative et consensuelle de la constitution codifiée dans la Déclaration	721
Une définition normative permettant de justifier la Révolution	722
Une définition consensuelle au sein des patriotes	724
La consécration d'une conception patriote et consensuelle de la séparation des pouvoirs	728

L'évocation de la séparation des pouvoirs dans le préambule	729
L'ébauche d'une délimitation des pouvoirs dans la Déclaration conforme à la conception patriote de la séparation des pouvoirs	730
La consécration de l'exigence de détermination de la séparation des pouvoirs	731
Le rejet de la « séparation des pouvoirs » de Montesquieu	737
Conclusion du quatrième chapitre	745
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE	749
TRANSITION	757

TROISIÈME PARTIE

LA MYTHIFICATION DE L'ARTICLE 16
DE LA DÉCLARATION DE 1789

INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE	761
LA CRÉATION DU MYTHE DE LA « CONCEPTION RÉVOLUTIONNAIRE » DE LA CONSTITUTION SOUS L'INFLUENCE DES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES	765
La constitution organique et traditionnelle des contre-révolutionnaires	772
Le rejet des constitutions écrites	776
La dissociation de la constitution et de la liberté	787
La désidérialisation de la notion de constitution	787
L'association de la notion de constitution à la concentration du pouvoir	788
L'autonomisation de la constitution vis-à-vis à la volonté de la nation	791

L'impossibilité pour la nation de faire une constitution	791
La constitution comme mode d'existence de la nation	798
La nécessité de conformer la constitution à l'ordre naturel	800
L'attachement au flou et à l'indétermination de la constitution	804
L'introuvable constitution antique	805
L'idéalisation de l'Ancien Régime	806
La remise en cause de l'exigence de détermination : une constitution mystérieuse et mystique	808
La neutralisation de la notion de constitution et l'unification du constitutionnalisme libéral par les premiers constitutionnalistes	811
La naissance de la dualité de la notion de constitution	813
La restriction de la notion de constitution à l'idée d'une réglementation	813
La relecture de l'article 16 comme définition d'une bonne constitution	816
Les constitutions, l'œuvre du temps, de l'esprit de la nation et de la volonté	819
La création d'une vision unitaire du constitutionnalisme libéral	823
Conclusion du cinquième chapitre	828
 L'ARTICLE 16 COMME NORME CONSTITUTIONNELLE, UNE INSTRUMENTALISATION	 833
L'invocation marginale de l'article 16 avant les années 1980	834
L'invocation rare de l'article 16 à la Révolution	834
L'invocation de l'article 16 à la Révolution : le respect de la distinction des fonctions législative et exécutive	835

La réinterprétation de l'article 16 et de la séparation des pouvoirs comme exigence d'indépendance réciproque entre le Roi et l'Assemblée	841
L'invocation de l'article 16 pour défendre la Constitution de 1791	844
Le délaissement de l'article 16 dans le droit constitutionnel et administratif jusqu'aux années 1980	847
Le développement de la doctrine de la séparation des pouvoirs indépendamment de l'article 16 sous la Troisième République	848
La séparation des pouvoirs : un principe et ses applications	850
L'interprétation de la séparation des pouvoirs comme principe général du droit constitutionnel sous la Troisième République	854
La contestation du caractère juridique de la séparation des pouvoirs	856
L'absence de lien entre l'article 16 et la jurisprudence administrative et constitutionnelle relative à la séparation des pouvoirs, avant les années 1990	859
La « redécouverte » de l'article 16 dans le dernier quart du xx ^e siècle	862
Le choix d'une interprétation créative de la Déclaration par la majorité de la doctrine	862
L'interprétation constructive et l'interprétation actualisée	864
La liberté d'interprétation de l'interprète authentique . .	869
L'interprétation originaliste textualiste	871
Une interprétation téléologique de l'article 16 de la Déclaration	872
La promotion par la doctrine de l'interprétation téléologique	872
La reprise partielle des interprétations doctrinales par le Conseil constitutionnel	879

L'exercice d'un pouvoir constituant par le Conseil constitutionnel au moyen de l'article 16 . . .	891
Le développement d'une jurisprudence constitutionnelle abondante indépendante de la signification historique de l'article 16	894
La consécration d'une nouvelle conception de la séparation des pouvoirs sur le fondement de l'article 16	894
L'article 16, fondement d'une rationalisation du parlementarisme	896
L'article 16, fondement de l'indépendance des juridictions	900
L'article 16, outil de transposition des exigences européennes relatives au droit au procès équitable et à la sécurité juridique	904
L'article 16 comme outil de codification de la jurisprudence constitutionnelle et d'économie de la motivation	910
Conclusion du sixième chapitre	912
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	915
CONCLUSION GÉNÉRALE	919
REMERCIEMENTS	933
ANNEXE	
Liste des décisions du Conseil constitutionnel fondées sur l'article 16	935
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	941
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	1007
INDEX THÉMATIQUE	1015